

## **CONFIDENTIEL**

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ADB/BD/IF/2007/105

24 mai 2006

Préparé par : AWF

Original : Français/Anglais

Date probable de présentation au Conseil :  
Sans objet

POUR INFORMATION

### **MEMORANDUM**

AU : CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE : Mobido I. Touré  
Secrétaire général

OBJET : **FACILITÉ AFRICAINE DE L'EAU – RAPPORT D'ACTIVITÉ  
TRIMESTRIEL N° 2 - JANVIER A MARS 2007\***

Veillez trouver ci-joint, le document cité en objet.

P.J. :

cc: Le Président

\*Pour toute question sur ce document, prière de s'adresser à :

M. K. BEDOUMRA	Directeur	AWF	Poste 2055
M. A. BEILEH	Coordonnateur	AWF	Poste 2139
M. T. WOUDENEH	Chargé en chef des opérations de l'eau	AWF	Poste 3329



**African Water Facility**  
**Facilité africaine de l'eau**

*Mobiliser des ressources  
pour l'eau en Afrique*



## Rapport D'Activité Trimestriel No. 2

Janvier à Mars 2007

**Avril 2007**

---

**African Water Facility | Facilité africaine de l'eau**

African Development Bank | Banque africaine de développement

BP 323 – 1002 Tunis Belvédère - Tunisie  
Tel : + 216 71 102 055 Fax: + 216 71 103 744  
E-mail: [africanwaterfacility@afdb.org](mailto:africanwaterfacility@afdb.org)  
[www.africanwaterfacility.org](http://www.africanwaterfacility.org)

---

## Table des Matières

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
1.1	HISTORIQUE.....	1
1.2	OBJECTIF ET DOMAINES D'INTERVENTION .....	1
1.3	PRESENTATION DU PROGRAMME OPERATIONNEL 2007 .....	1
<b>2</b>	<b>COORDINATION ET ORGANISATION .....</b>	<b>2</b>
2.1	RESSOURCES HUMAINES.....	3
2.2	ELABORATION DES STRATEGIES ET INSTRUMENTS OPERATIONNELS .....	5
2.3	INITIATIVES OPERATIONNELLES D'APPUI .....	6
2.4	ACTIVITES D'EXTENSION ET DE PARTENARIAT .....	7
2.5	ACTIVITES DE COMMUNICATION .....	8
2.6	FORMATION .....	8
<b>3</b>	<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES .....</b>	<b>9</b>
3.1	ETAT DES ACTIVITES D'EVALUATION DES PROJETS: .....	9
3.2	ENGAGEMENT DES PROJETS .....	10
3.3	DECAISSEMENTS.....	11
3.4	SITUATION FINANCIERE.....	11
<b>4</b>	<b>PRINCIPAUX RESULTATS .....</b>	<b>12</b>
4.1	REALISATIONS .....	12
4.2	PRINCIPAUX DEFIS .....	13
	<b>ANNEXE 1: LISTE DES PROJETS EN COURS D'APPROBATION ET D'EVALUATION .....</b>	<b>1</b>

## 1 INTRODUCTION

### 1.1 HISTORIQUE

1.1.1 Suite à la demande officielle du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), la Facilité africaine de l'eau (FAE) a été établie en mai 2004, comme fonds spécial de la Banque africaine de développement (BAD), destiné à mobiliser et utiliser des ressources pour financer des activités de développement des ressources en eau en Afrique. En tant qu'Administrateur, la BAD a créé la FAE au sein de son organigramme en avril 2005 ; elle en a, par ailleurs, nommé le Directeur et le personnel essentiel, pour le démarrage des activités. Après la période de consolidation en 2005, la FAE a commencé ses activités opérationnelles de base en janvier 2006, en recevant et traitant les requêtes de financement. Le processus de mise en place de la FAE et de ses activités opérationnelles est détaillé dans le rapport annuel de 2006.

### 1.2 OBJECTIF ET DOMAINES D'INTERVENTION

1.2.1 Le présent rapport périodique trimestriel vise à informer toutes les parties prenantes, de l'état d'avancement des différentes activités opérationnelles et organisationnelles de la FHA, pour la période allant de janvier à mars 2007. Les destinataires ciblés sont le Conseil d'administration de la BAD, le Conseil de direction de la FAE, l'AMCOW et ses comités, ainsi que les bailleurs de fonds de la FAE.

1.2.2 Ce rapport périodique trimestriel fait suite aux exigences de la section 9.2 des procédures opérationnelles de la FAE. Il s'ouvre sur un bref aperçu du programme d'action pour l'année 2007 et présente ensuite un examen des progrès réalisés, dans le cadre de la consolidation de la FAE, pendant le trimestre, en matière de coordination et d'organisation, y compris le renforcement de sa capacité en ressources humaines, l'élaboration des stratégies, les initiatives d'appui aux projets et les activités d'extension. La troisième partie traite des activités opérationnelles, notamment l'état des approbations et évaluations des projets. Elle est suivie de l'examen de la situation financière de la FAE et des questions financières névralgiques. La dernière partie est constituée d'un bref résumé des principaux résultats du trimestre, mettant en évidence les réalisations majeures et les défis que doit relever la FAE, pour atteindre ses objectifs opérationnels.

### 1.3 PRESENTATION DU PROGRAMME OPERATIONNEL 2007

1.3.1 Le programme financier indicatif pour 2007 est une reconduction, sous plusieurs aspects, du programme de 2006. En effet, il renferme les leçons apprises du début des opérations jusqu'à ce jour et participe à la réalisation des objectifs du programme opérationnel 2005-2009. En 2007, l'appui sera accordé aux activités opérationnelles suivantes:

- **Evaluations des projets:** élaborer des projets viables et préparer la voie aux investissements futurs, notamment le financement de petits projets d'investissement à fort effet de levier;
- **Exécution des projets:** mettre en place des ressources et systèmes appropriés, afin de respecter le plan d'exécution des projets en cours ;

- **Bilan des progrès:** poursuivre les activités de diagnostic et d'évaluation régionales et nationales, notamment en matière d'information et connaissance, de suivi et évaluation et de l'état de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) des pays membres régionaux ; et
- **Création des partenariats:** sensibiliser et créer une synergie grâce aux partenariats, notamment au sein des organismes de bassins

1.3.2 Forte de l'expérience acquise jusqu'à présent, la FAE va poursuivre sa consolidation en 2007, en améliorant ses outils administratifs et opérationnels. L'appui sera accordée à la réalisation de certaines des principales activités de coordination et de gestion internes suivantes :

- **Ressources humaines:** Préparer une stratégie de dotation en personnel à long terme et suivre les promesses de détachement de personnel de divers bailleurs de fonds et PMR, à l'effet de doter la FAE de tous les professionnels dont elle a besoin ;
- **Systèmes opérationnels:** Mettre au point le Manuel opérationnel et les Procédures de requêtes et élaborer des outils appropriés à la gestion rationnelle du portefeuille, pendant le cycle du projet ;
- **Programme opérationnel:** Mener une analyse approfondie du programme opérationnel 2005-2009 de la Facilité, avec la participation de l'AMCOW et des autres principaux intervenants ;
- **Communication:** Améliorer la communication interne et externe, par la mise en oeuvre de la stratégie de communication ;
- **Mobilisation des ressources:** Accroître le budget de la FAE par la mise en oeuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources;
- **Gestion axée sur les résultats (GAR):** Renforcer les principes et pratiques de GAR, en élaborant des systèmes de suivi et de rapport basés sur la GAR.

## 2 COORDINATION ET ORGANISATION

2.0.1 Cette section porte sur les diverses activités de coordination, de partenariat et d'appui aux opérations de la FAE. Il s'agit entre autres, du renforcement de la capacité de la FAE en ressources humaines, de l'élaboration des stratégies et des instruments opérationnels, et de la réalisation de diverses activités d'extension, de partenariat et de communication.

2.0.2 La Facilité opère sous la direction commune du Département eau et assainissement de la Banque. Celui-ci a été créé dans le cadre de la réforme institutionnelle de la Banque lors de laquelle pour la première fois toutes les initiatives et activités relatives à l'eau ont été rassemblées sous le même cadre. L'intégration de la FAE et des autres initiatives eau de la Banque a favorisé une meilleure coordination, un apprentissage mutuel et un échange d'informations. Cela a également permis la prise rapide de décisions sur les outils les plus appropriés pour soutenir les pays africains et coordonner au mieux les relations avec les bailleurs et les partenaires.

2.0.3 Le Conseil de direction de la FAE s'est félicité des réformes qui ont donné la priorité au développement des infrastructures avec un accent particulier sur l'eau et l'assainissement, et a reconnu que le Département eau et assainissement récemment créé serait à l'origine de synergies qui sont plus que nécessaires dans l'agenda eau de la Banque. Suite à la préoccupation du Conseil de direction, relative au volume de travail du Directeur qui, non seulement supervise les activités quotidiennes de la FAE, mais assume également ses autres fonctions dans le Département, l'Administration de la BAD a nommé un Coordinateur à la FAE, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> mars 2007, dont les responsabilités sont définies en Section 2.1.

## 2.1 RESSOURCES HUMAINES

2.1.1 Le tableau 2.1 ci-dessous présente un résumé de l'état de la dotation en personnel et des détachements de personnels des organisations à la FAE. Cette structure compte actuellement un Directeur qui coiffe également le Département eau et assainissement de la BAD ; un Coordinateur, en poste depuis le 1<sup>er</sup> mars 2007, cinq professionnels (dont 3 au titre de l'assistance technique et deux personnels de la BAD en détachement) ; une chargée de communication (dans le cadre du programme PSA qui s'achève en mai 2007), un Assistant administratif (qui travaille également au Département eau et assainissement de la BAD) et une secrétaire à plein temps, recrutée en novembre 2006. Par ailleurs, des consultants ont également été recrutés pour réaliser des activités opérationnelles spécifiques. Les personnels du Département eau et assainissement et des autres Départements de la BAD ont participé, de manière significative, aux activités de la Facilité, dans le cadre de l'identification, l'évaluation et l'analyse des projets, du traitement des décaissements et de la préparation des documents juridiques.

**Tableau 2.1 Situation du personnel de la FAE**

	<b>Titre</b>	<b>Organisme de détachement</b>	<b>Fin du contrat</b>
1	Directeur	BAD	
2	Coordinateur	BAD	
3	Expert en chef en matière d'eau	BAD	
4	Expert en chef pour les politiques de l'eau	BAD	
5	Expert principal en eau et assainissement	Gouvernement autrichien	31 Octobre 2007
6	Spécialiste principal en gestion des ressources en eau	Gouvernement norvégien	31 Décembre 2007
7	Spécialiste principal en suivi et évaluation	Gouvernement français	31 Décembre 2007
8	Assistant administratif	BAD	
9	Chargée de communication	BAD	
10	Secrétaire	BAD	

2.1.2 Lors du dernier trimestre un apport des plus importants a été effectué dans l'équipe professionnelle de la Facilité. Le 1er mars le coordinateur de la FAE a été désigné pour assister le Directeur, suite à la recommandation du Conseil de direction mentionnée ci-dessus afin d'assurer la fonction de directeur adjoint. Ses responsabilités comprennent la direction de l'équipe de la FAE, la planification et la coordination de toutes les activités, la supervision des opérations en cours, la fourniture de conseils techniques, la participation aux efforts de mobilisation de ressources, la garantie de la synergie des actions avec les partenaires et les bailleurs, et en général la garantie que la FAE atteigne ses objectifs.

2.1.3 Les dispositions ci-dessous sont prises en vue de renforcer la capacité de dotation en personnel de la Facilité:

- Au cours du dernier trimestre, la BAD a renforcé son soutien et son engagement en approuvant le recrutement de deux autres experts en ressources en eau, qui seront détachés à la Facilité. Les demandes sont à l'étude en vue des entretiens qui se dérouleront vers la mi-mai 2007.
- Le DFID (Département du Royaume Uni pour le développement international) a consenti à apporter son soutien pour le poste de responsable financier. Les demandes sont à l'étude en vue des entretiens qui se dérouleront vers la mi-mai 2007.
- Le Danemark s'est engagé à appuyer le poste de Socio-économiste/Specialiste des questions de genre. L'avis de vacance de poste a été publié.
- L'Egypte a récemment accepté d'appuyer le poste de Spécialiste en ressources en eau. Les négociations sont en cours avec le Gouvernement, en vue de la mise au point de l'accord.

2.1.4 Les dispositions ci-dessous devraient adjoindre au Coordinateur nouvellement nommé, 5 professionnels supplémentaires, vers la fin du mois de juin 2007. Ceci portera le nombre total d'experts à plein temps à 11. Elles favoriseront, certainement, la réduction du surcroît de travail et le renforcement des capacités susceptibles de réaliser davantage d'activités. Comme indiqué plus haut, la BAD prend des dispositions spéciales pour adjoindre au coordinateur et à la secrétaire de la FAE, deux professionnels supplémentaires. La FAE poursuivra ses négociations avec les autres potentiels donateurs qui ont manifesté leur volonté de détacher des professionnels dans le cadre de l'assistance technique. En particulier, il est nécessaire de renouveler les postes de 3 détachements experts assistants techniques dont le contrat s'achève à la fin de cette année.

2.1.5 Sur le long terme, les besoins de personnel sont bien plus importants que prévu. Un personnel professionnel supplémentaire est nécessaire, au regard des missions et mandat de la FAE, de la petite taille de la plupart des projets, la diversité des bénéficiaires éligibles, y compris les ONG, ainsi que des nombreuses activités de renforcement des partenariats. En outre, le fardeau administratif que représentent l'organisation des manifestations et la gestion de la logistique, souligne le besoin de personnel des services généraux supplémentaire. Dans le souci de mieux évaluer et planifier les besoins futurs, la FAE prévoit l'élaboration d'une stratégie de dotation en personnel, dans le cadre élargi de la revue de son Programme opérationnel (voir Section 2.2).

## 2.2 ELABORATION DES STRATEGIES ET INSTRUMENTS OPERATIONNELS

2.2.1 En 2007, le principal souci de la FAE est l'élaboration des instruments opérationnels et le renforcement des capacités internes. Il s'agit de la révision du programme opérationnel et la préparation du manuel des opérations, des procédures opérationnelles et de la fiche de requête. Ces points sont traités comme suit:

2.2.2 **Programme opérationnel:** Le programme opérationnel 2005-2009 de la FAE avait été préparé au cours du dernier trimestre 2005, avec la collaboration du Conseil de direction. Il sera révisé et amélioré en 2007, sur la base des expériences acquises dans le cadre de la réalisation des activités opérationnelles. Par ailleurs, le Conseil de direction de la FAE a donné des directives, à l'effet que la revue du programme opérationnel se fasse en étroite collaboration avec le Comité consultatif technique (CCT) et le Comité exécutif (CE) de l'AMCOW, ainsi que les autres principaux intervenants, afin de s'assurer que les objectifs opérationnels et les domaines d'intervention s'inscrivent dans le cadre des objectifs et priorités globaux de la FAE.

2.2.3 En règle générale, la révision se fera en trois étapes. Premièrement, les questions de base seront identifiées et exposées conjointement par la FAE et le CCT de l'AMCOW, ensuite la contribution des autres parties prenantes de la FAE sera sollicitée et enfin, le programme opérationnel révisé sera soumis à l'approbation du Conseil de direction.

2.2.4 Conformément à l'approche globale susmentionnée, la FAE avait préparé une note d'approche dont il fit part au CCT lors des réunions organisées du 14 au 16 février 2007 à Nairobi et du 4 au 6 mars 2007 à Abuja. La note d'approche présentait les grandes lignes des objectifs globaux de la révision, du rôle du CCT et du CE de l'AMCOW, dans le cadre du processus de révision, de la répartition du travail et du calendrier menant à l'achèvement des activités. Suite aux débats de ces deux rencontres, le CCT de l'AMCOW a recommandé que le CE mette en place un comité formé de 10 membres du CCT, chargé de la révision du programme opérationnel en collaboration avec la FAE et la BAD.

2.2.5 Le processus de révision significative du programme opérationnel de la FAE a récemment débuté par la préparation d'une note de synthèse très détaillée définissant le cadre des activités de révision. La note de synthèse récemment mise au point sera distribuée aux membres du CCT de l'AMCOW chargés de la révision en collaboration avec la FAE. La première séance d'étude avec le CCT de l'AMCOW devrait se tenir à la fin du mois avril 2007, pour débattre et convenir des modalités et du processus de révision.

2.2.6 **Manuel des opérations de la FAE:** La FAE a élaboré un projet de Manuel des opérations, pour appuyer les activités du cycle du projet en complétant certaines sections pertinentes des procédures opérationnelles en vigueur à la BAD, afin de favoriser le traitement rapide des opérations. Il s'agit d'outils, de directives et de formulaires détaillés, susceptibles d'appuyer l'identification, la préparation, l'évaluation et l'exécution des projets.

2.2.7 Après une période d'essai d'un an environ, du projet de manuel, il est maintenant possible de mettre au point un meilleur manuel adapté, qui tienne compte des expériences acquises à ce jour – notamment en ce qui concerne les méthodes de préparation et de traitement rapides des projets. Ce processus a été mis en œuvre au cours du dernier trimestre, avec le recrutement d'un consultant qui participerait à la préparation du manuel révisé.

**2.2.8 Procédures opérationnelles:** Les procédures opérationnelles en vigueur, adoptées par le conseil d'administration de la BAD le 19 octobre 2005, devaient servir au démarrage des activités de la Facilité. Le document des procédures opérationnelles stipule qu'elles doivent être révisées au plus tard le 31 décembre 2007, et inclure l'expérience acquise dans le cadre de leur application dans les activités de la Facilité. En conséquence, la FAE a récemment lancé le processus de révision, parallèlement à la révision du manuel des opérations.

**2.2.9 Formulaire de demande:** Un formulaire de demande provisoire, pour la soumission des propositions de projets, a également été élaboré et testé. Il est disponible sur le site Web de la FAE, afin d'en faciliter l'accès. Un formulaire plus formel est en cours de préparation, et s'inspire des formulaires de gestion axée sur les résultats. Il sera prêt au cours de l'année, simultanément avec le manuel des opérations.

### **2.3 INITIATIVES OPÉRATIONNELLES D'APPUI**

2.3.1 La FAE poursuit la réalisation de certaines importantes activités à l'appui des opérations de projets, grâce aux fonds administratifs internes. Il s'agit de:

2.3.2 **La participation aux séminaires relatifs aux projets de la FAE:** Le personnel de la FAE a participé à plusieurs autres séminaires et séances de travail directement liés aux projets appuyés par la FAE. Il a entre autres:

- i) Participé au séminaire sur la préparation du Plan d'action stratégique, pour le Bassin du Congo, organisé à Kinshasa, en RDC les 24 et 25 janvier 2007. L'ordre du jour portait sur l'approche stratégique du développement à long terme du Bassin du Congo. Les débats étaient axés sur la mutation du CICOS en une institution de bassin fluvial intégrée, ainsi que sur la meilleure stratégie de mise en place d'un organisme solide et efficace, susceptible de gérer les vastes ressources du Bassin du Congo.
- ii) Pris part aux Assemblées générales du Réseau africain des organismes de bassin (RAOB) et du Réseau des organismes de bassin transfrontaliers, tenues à Johannesburg, du 4 au 7 mars 2007. Lu une déclaration de la FAE à la session plénière et présenté, à l'atelier sur la gestion des ressources en eaux transfrontalières (GRET), un exposé intitulé: "GIRE nationale – armature de la GRET". Rencontré les récipiendaires de la FAE de l'OMVS, du RAOB, du Lac Tchad, de l'ABN, etc. en vue de discuter des projets et opportunités. Les nouveaux organismes de bassin ont manifesté leur intérêt pour la coopération de la FAE.

2.3.3 **Préparation et évaluation des projets:** Le personnel et les consultants de la FAE effectuent régulièrement des missions et différentes autres importantes activités liées à l'identification, la préparation et l'évaluation des projets. Les principaux aspects de certaines activités significatives réalisées au cours du premier trimestre 2007, sont présentés ci-dessous:

- i) Rencontre avec l'Autorité du bassin de la Volta, dans le but de préparer le cadre d'évaluation de la requête du projet Volta-HYCOS et de débattre de l'apurement des comptes de clôture de l'appui de la FAE à la création de l'Autorité du bassin de la Volta.
- ii) Identification de la préparation des projets d'investissement pour l'Egypte, le Mozambique et le Botswana, en collaboration avec le Département agriculture et agro-industrie de la BAD.

## 2.4 ACTIVITES D'EXTENSION ET DE PARTENARIAT

2.4.1 La FAE a participé à plusieurs activités visant le renforcement de ses relations régionales et internationales, ainsi que la création de bonnes relations de coopération et de travail avec les autres intervenants du secteur de l'eau en Afrique.

### 2.4.2 *Participation aux réunions afférentes à l'AMCOW:*

- i) Une délégation de la FAE a participé à la réunion du sous-comité du Comité consultatif technique de l'AMCOW, tenue du 14 au 16 février 2007, à Nairobi, dont l'ordre du jour portait sur l'examen des initiatives et programmes relatifs au secteur de l'eau, dirigés et abrités par la BAD, y compris ceux de la FAE. Il s'agissait d'évaluer l'état d'avancement et d'identifier les questions qui devraient être portées à l'attention des ministres, et de recommander des actions qu'entreprendrait le CCT de l'AMCOW. L'AMCOW a accordé une attention particulière aux programmes et initiatives dirigés par la BAD, comme en témoigne la minutie dont a fait preuve le sous-comité spécial du CCT, dans le cadre de l'examen des 9 rapports sur les activités de la BAD, soumis à Nairobi.
- ii) Elle a représenté la BAD et la FAE, à la réunion du CCT de l'AMCOW, tenue à Abuja du 4 au 6 mars 2007, pour débattre des recommandations de la réunion du sous-comité de Nairobi. D'importantes décisions et recommandations ont été prises et devraient être examinées par le comité exécutif de l'AMCOW et l'Assemblée générale, lors de la réunion prévue pour la fin avril 2007. Celles-ci comprennent la besoin d'agir pour améliorer la situation de la mobilisation de ressources du Fonds Spécial de la FAE, et la recommandation pour l'EXCO d'établir un comité de 10 membres de l'AMCOW TAC pour contribuer, avec la FAE, à la révision du Programme opérationnel. Le comité devra également fournir un soutien général et des conseils aux membres de l'AMCOW qui siègent au Conseil de direction.

2.4.3 *Participation aux séminaires et conférences:* Une délégation de la FAE a également participé à plusieurs autres séminaires et conférences consultatifs, visant le renforcement de la coopération, l'harmonisation des activités et la consolidation des partenariats. En effet, la délégation de la FAE a, entre autres:

- i) Participé à la réunion conjointe UE-Groupe de travail africain du WI, organisée à Ouagadougou. Un exposé sur la FAE, notamment les qualités spéciales de la FAE comme organe de financement, du développement du secteur de l'eau, à la demande, a été présenté.
- ii) Fait une intervention à l'occasion de la journée mondiale de l'eau, le 21 mars. L'exposé portait sur "le rôle de la GIRE /GRET dans la réalisation des ODM et de la Vision africaine de l'eau 2025, avec un accent particulier sur les contributions de la FAE et des autres donateurs, en tant que réalisateurs de changement.
- iii) Participé à un séminaire intitulé '*Gestion de la demande d'eau dans la Méditerranée - Politiques et avancées*', organisé à Zaragoza, en Espagne du 19 au 21 mars 2007. Le séminaire, organisé par le Plan Bleu avait regroupé environ 70 participants, provenant de la plupart des pays méditerranées, y compris le Maroc et la Tunisie, en Afrique du nord. Elle a également apporté sa contribution aux débats sur le rôle des donateurs sur la gestion de la demande d'eau, dans le cadre de l'aide globale apportée à la GIRE nationale et transfrontalière.

- i) iv) Participé à la 5ème Conférence de lancement du Forum mondial de l'eau, tenue à Istanbul en Turquie les 19 et 20 mars, et apporté son concours à la conceptualisation des thèmes du Forum et du programme régional. Il est prévu que la FAE réitère son rôle de coordination, qu'elle avait joué au 4<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'eau, au cours duquel elle avait assuré une réelle participation africaine et dans le même temps accentué la visibilité et la promotion des intérêts de la Facilité.

## 2.5 ACTIVITES DE COMMUNICATION

2.5.1 Depuis l'adoption de la Stratégie de communication en 2006, la FAE a appliqué activement diverses recommandations stratégiques. Par exemple, dans le souci d'améliorer sa visibilité et de confirmer sa crédibilité, la FAE communique régulièrement à l'extérieur les informations relatives aux activités et réalisations des initiatives liées à l'eau. A cet effet, elle publie régulièrement des communiqués de presse, des articles dans les média régionaux et internationaux, échange des informations avec ses partenaires, participe aux manifestations internationales organisées sur le thème de l'eau, etc.

2.5.2 La FAE coordonne aussi bien ses activités de communication que celles du Département eau et assainissement de la BAD, et de la BAD en général, renforçant ainsi le réseau d'information interne. Par exemple, la FAE profite des missions effectuées par le personnel du DEA, pour diffuser les informations relatives aux missions, mandat et réalisations de la FAE.

2.5.3 La FAE ne cesse de développer et d'améliorer son nouveau site Internet, créé en octobre 2006 et accessible par l'adresse [www.africanwaterfacility.org](http://www.africanwaterfacility.org). Les principaux messages, documents de référence, descriptions de projets, rapports d'évaluation, procédures de requête, détails relatifs aux contrats, informations pertinentes et divers autres rapports et publications de la FAE, sont constamment publiés sur le site Internet, à mesure qu'ils sont disponibles.

## 2.6 FORMATION

2.6.1 Le personnel et les consultants de la FAE ont participé à un séminaire sur la gestion axée sur les résultats: capacités de gestion axée sur les résultats, organisé à Tunis les 8 et 9 mars 2007. Ce séminaire visait les objectifs spécifiques suivants:

- i) Développer une vision commune de l'évolution du contexte des politiques de développement et des relations avec les partenaires de développement, et de l'influence de cette mutation sur les activités de suivi et évaluation (S&E) liées à la gestion axée sur les résultats (GAR), au sein de la FAE.
- ii) Renforcer la maîtrise des principes de base des activités de S&E liées à la GAR et faciliter l'utilisation des informations relatives aux résultats produites par la FAE et le DEA, dans le cadre du suivi de la performance des résultats.
- iii) Rechercher les moyens d'améliorer la participation du personnel et des partenaires de la FAE et du DEA, dans la coordination des activités de S&E au niveau de l'organisation.

2.6.2 Une séance de formation d'une semaine, sur l'utilisation du SAP dans le traitement des projets, avait été organisée par le Département technologies de l'information de la BAD. Le personnel de la FAE pourra ainsi introduire et traiter les projets grâce au système SAP.

### 3 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

3.0.1 Les activités opérationnelles englobent divers projets et programmes mis en oeuvre pour soutenir la FAE. Elles comprennent également les initiatives d'appui connexes financées par les fonds internes de la FAE et directement mises en oeuvre par le personnel de la FAE. La présente section offre un aperçu de l'état de la mise en oeuvre des projets, avec un accent particulier sur les activités d'évaluation des projets, ainsi qu'une brève analyse de l'état des décaissements et de la situation financière.

#### 3.1 ETAT DES ACTIVITES D'EVALUATION DES PROJETS:

3.1.1 Les activités d'évaluation des projets ont pris de l'élan au cours du troisième trimestre 2006, avec la réception d'un grand nombre de propositions de projets. Cette impulsion s'est poursuivie jusqu'au premier trimestre 2007. Le tableau 3.1 ci-dessous présente un résumé des projets en cours d'évaluation à la FAE, ainsi que leur niveau dans le cycle du traitement. L'annexe 1 offre une description détaillée des projets en cours d'approbation ou d'évaluation.

**Tableau 3.1 Projets en cours d'approbation et d'évaluation**

<b>Projets en cours d'approbation</b>	<b>Montant en Euro</b>
1. Amélioration du système de gestion de l'information et des connaissances relatives aux ressources en eau du Bassin du Congo.	450 000
2. Collecte des eaux de pluie par la captation de toiture, en Ouganda	460 000
3. Plan d'action nigérien de GIRE (PANGIRE)	661 000
4. Elaboration d'un cadre de planification du secteur de l'eau et l'assainissement en milieu rural au Lesotho.	400 000
5. Plan d'action stratégique du Bassin du Congo	1 990 000
6. Accès durable à l'eau dans trois districts en milieu rural au Mozambique	1 100 000
7. Elaboration du plan de GIRE et d'utilisation des terres en Mauritanie	500 000
8. Gestion intégrée des bassins hydrographiques de Kiboun et Tende, au Kenya	2 000 000
9. Appui aux politiques de financement et stratégies de développement du secteur de l'eau, au Congo Brazzaville	1 200 000
10. Charte de l'eau pour le Bassin du Lac Tchad	715 000
11. Etude sur l'alimentation en eau et l'assainissement de 16 districts de la République centrafricaine	1 600 000
<b>Montant total des projets en cours d'approbation</b>	<b>11 076 000</b>

<b>Projets en cours d'évaluation</b>	<b>Montant en Euro</b>
1. Observatoire des eaux et de l'environnement du Lac Tchad	500 000
2. Systèmes de pompage solaires pour l'agriculture au Burkina Faso	150 000
3. Pompes solaires et éoliennes pour les programmes communautaires d'alimentation en eau, en Ethiopie	2 000 000
4. Technologie innovatrice pour le projet Eau et Assainissement peu onéreux, en faveur des communautés pauvres du Ghana	300 000
5. Gestion rationnelle innovatrice de l'alimentation en eau des populations urbaines pauvres en milieu du Ghana.	1 100 000
6. Plan directeur de l'assainissement d'Arusha en Tanzanie	400 000
7. Plan de l'aménagement hydraulique des Seychelles 2005-2025.	500 000
8. Services d'alimentation en eau et d'assainissement pour les communautés rurales de la région de Dodoma en Tanzanie	350 000
9. Appui à la réforme du secteur de l'eau au Libéria	2 000 000
<b>Montant total des projets en cours d'évaluation</b>	<b>7 300 000</b>

3.1.2 Pendant la période considérée, 11 projets (d'un montant total de 11,1 millions d'Euros) dont les rapports d'évaluation ont été achevés, sont à ce jour en étude, en vue de leur approbation en avril ou mai. En outre, le processus d'évaluation de 9 autres projets (d'un montant de 7,3 millions d'Euros) est bien avancé. Tous ces projets devraient être approuvés et signés au cours du deuxième trimestre 2007.

## 3.2 ENGAGEMENT DES PROJETS

3.2.1 A la fin mars, un total de 9, 5 millions d'euros avait été engagé (voir tableau 3.2). Cependant, comme mentionné dans la section précédente, un nombre considérable de projets sont soumis à approbation et au processus d'évaluation, et devraient être approuvés à la fin du deuxième trimestre. Ceci devrait porter le montant total des engagements à près de 26 millions d'euros au 30 juin. Le total des engagements devrait atteindre 38,8 millions d'euros à la fin septembre et au moins 43,6 millions à la fin de l'année (il pourrait y avoir une augmentation plus important si plus de projets étaient identifiées et soumis à évaluation plus tard dans l'année).

**Tableau 3.2 Situation des engagements de projets au 31 mars 2007**

Statut actuel du projet (Fin mars 2007)	No.	Montant Total	Situation d'engagement				
			2006	Q1-2007	Q2-2007	Q3-2007	Q4-2007
Complété	1	165,000	165,000	0	0	0	0
En cours de mise en œuvre	7	3,879,568	3,879,568	0	0	0	0
Approuvé mais attente de signature	7	5,443,200	5,443,200	0	0	0	0
En cours d'approbation	11	11,075,645	0	0	11,075,645	0	0
En cours d'évaluation	9	7,300,000	0	0	5,350,000	1,950,000	0
Identifié pour evaluation	16	15,729,500	0	0	0	10,969,500	4,760,000
<b>TOTAL</b>	<b>51</b>	<b>43,592,913</b>	<b>9,487,768</b>	<b>0</b>	<b>16,425,645</b>	<b>12,919,500</b>	<b>4,760,000</b>
<b>CUMULATIF</b>			<b>9,487,768</b>	<b>9,487,768</b>	<b>25,913,413</b>	<b>38,832,913</b>	<b>43,592,913</b>

### 3.3 DECAISSEMENTS

3.3.1 Entre janvier et mars, une somme de 694.405 euros a été déboursée pour un projet. La procédure de décaissement de la première tranche du montant destiné aux six projets supplémentaires actuellement exécutés est en cours. Le tableau 3.3 présente la situation jusqu'à la fin de l'année 2007 pour les projets susceptibles d'être engagés en 2007. Comme on peut le voir, les décaissements de 3, 8 à 6, 7 millions d'euros par trimestre sont prévus sur le montant restant de l'année s'élevant à 11,4 millions d'euros à la fin du mois de septembre et 16, 9 millions d'euros à la fin de l'année.

**Tableau 3.3 Situation des décaissements au 31 mars 2007**

Statut actuel du projet (Fin mars 2007)	No.	Montant Total	Décaissement				
			2006	Q1-2007	Q2-2007	Q3-2007	Q4-2007
Approuvé	15	10,783,543	165,000	695,405	3,270,793	1,441,785	755,332
En cours de revue	36	32,809,370	0	0	573,250	5,212,248	4,800,000
<b>TOTAL</b>	<b>51</b>	<b>43,592,913</b>	<b>165,000</b>	<b>695,405</b>	<b>3,844,043</b>	<b>6,654,033</b>	<b>5,555,332</b>
<b>CUMULATIF</b>			<b>165,000</b>	<b>860,405</b>	<b>4,704,448</b>	<b>11,358,481</b>	<b>16,913,813</b>

3.3.2 Le décaissement des projets n'est pas encore très fluide en raison de problèmes divers liés à l'initiation des procédures administratives entre la FAE et la Banque d'une part et les capacités des bénéficiaires à répondre aux conditions de décaissement du projet d'autre part. Ces difficultés internes sont principalement dues aux problèmes de relations entre le financement par la FAE et le système existant, qui s'avère être un long processus. Ceci a ralenti les décaissements des projets et a résulté en des retards dans la mise en œuvre des projets. Avec l'expérience acquise jusqu'à présent, il est probable que les décaissements de projet seront plus fluides pour les projets à suivre et à mettre en œuvre par la Facilité. En outre, la FAE a urgemment pris des initiatives pour accélérer le processus grâce à la formation du personnel et le renforcement des capacités des bénéficiaires tôt dans le cycle du projet.

### 3.4 SITUATION FINANCIERE

3.4.1 Pour la période considérée, des fonds ont été reçus de la France (800.000 euros) et de la Norvège (144.531, 50 €). Parmi les engagements principaux et les plus remarquables celui de l'UE qui a engagé 20 millions d'euros. Les négociations avec la Commission de l'UE sont en cours depuis 2005 mais le paiement initial est toujours suspendu principalement pour des raisons liées à l'Instrument d'établissement de la FAE qui est soumis à examen pour la contribution financière de la Commission. La FAE a été créée sur la base des conditions continues dans l'Instrument et toutes les contributions à la FAE doivent être en accord avec ces conditions, un principe accepté par tous les autres bailleurs. Il persiste un fort désir de la part de l'UE de conclure l'accord de contribution mais la résolution de cette impasse ne pourra se faire qu'avec l'implication de discussions de haut niveau entre la Banque et l'UE, un processus qui est actuellement en cours.

3.4.2 La disponibilité des fonds pour soutenir les activités opérationnelles pourrait devenir un problème préoccupant au cours du deuxième trimestre de 2007, si les engagements dus ne sont pas vite réglés. Comme démontré dans le tableau 3.2, un total de 25,9 millions d'euros pourrait être engagé à la fin du mois de juin 2007, ce qui est supérieur au montant disponible de 20,4 millions d'euros. Il est donc urgent pour les bailleurs de valoriser leur engagement et de procéder au décaissement des contributions restantes.

## 4 PRINCIPAUX RESULTATS

### 4.1 REALISATIONS

4.1.1 Au cours du premier trimestre de 2007, la Facilité africaine de l'eau a continué d'enregistrer de bons résultats dans le cadre de ses activités essentielles qui consistent à aider les pays et organismes africains impliqués à bénéficier de fonds et à les investir dans l'important secteur de l'eau et de l'assainissement. Les principaux résultats enregistrés sont résumés ci-dessous:

4.1.2 **Traitement des projets:** A la fin du mois de mars 2007, onze (11) nouveaux projets étaient à un niveau avancé de traitement, pour un coût d'investissement total d'environ 13,9 millions d'euros. Tous ces projets devraient être approuvés avant la fin du mois d'avril ou en mai 2007. De plus, le processus d'évaluation de 9 autres projets (7, 3 millions d'euros) est bien avancé, avec l'approbation de la plupart de ces projets prévue lors du deuxième trimestre 2007. Ce qui portera à 35 le nombre total des projets engagés, pour une valeur de 27,9 millions d'euros.

4.1.3 **Principales mesures prises pour renforcer la Facilité africaine de l'eau (FAE):** Certains objectifs majeurs inhérents à la mise en place et au renforcement de la FAE continuent à être réalisés en 2007. Il s'agit en particulier du Programme Opérationnel en cours de révision. D'autre part, la FAE met actuellement la dernière main à son Guide des Opérations et ses Procédures Opérationnelles. Dû à la nouveauté du type de projets que la Facilité soutient en comparaison avec les opérations habituelles de la Banque africaine de développement, la Facilité est dans une phase d'apprentissage par l'expérience.

4.1.4 **Appui opérationnel stratégique de la FAE:** la FAE a mené un certain nombre d'activités importantes en appui aux opérations liées aux projets, grâce à ses fonds propres. C'est ainsi que le personnel de cet organisme a pris une part active à l'atelier sur la Préparation du Plan d'Action Stratégique pour le Bassin du Congo. Le personnel et les experts de la FAE ont également effectué des missions de préparation et d'évaluation des projets.

4.1.5 **Champ d'action et partenariat:** la Facilité africaine de l'eau s'est impliquée dans plusieurs activités d'extension et de partenariat en vue de renforcer des partenariats et de faire connaître la FAE, à travers notamment les réunions du Comité consultatif technique et du Comité exécutif de l'AMCOW. Le personnel a également pris part à plusieurs autres ateliers et conférences consultatifs afin de renforcer les liens de coopération et de partenariat. Par ailleurs, la FAE étudie et applique de manière active les différentes recommandations de la nouvelle Stratégie de Communication, tout en poursuivant la modernisation de son site Web.

4.1.6 **Appui constant de la BAD:** La Banque africaine de développement apporte un appui important aux activités de la FAE. L'on peut citer notamment le détachement de personnels essentiels et la fourniture du matériel de bureau, ainsi que de nombreux autres services moins visibles tels que l'assistance en matière d'évaluation et d'examen des projets, les conseils et l'appui dans le cadre des procédures opérationnelles et administratives, ainsi que la gestion financière et les services juridiques. La BAD a également fourni une assistance financière à la FAE pour lui permettre de supporter ses charges administratives et opérationnelles pour l'exercice 2007.

## 4.2 PRINCIPAUX DEFIS

4.2.1 Les deux difficultés majeures ci-après continuent de préoccuper la FAE :

4.2.2 **La nécessité de renforcer l'engagement des donateurs:** la disponibilité des ressources financières pour soutenir les activités opérationnelles pourrait devenir un problème crucial au deuxième trimestre de 2007. Si les fonds engagés ne sont pas recus rapidement. La valeur totale des projets qui pourraient être engagés à la fin du mois de juin 2007 pour un montant de 25,9 millions d'euros. Alors que les fonds promis par les différents donateurs ne sont que d'un peu plus de 60,1 millions d'euros, et les sommes effectivement perçues au 31 mars 2007 (intérêts échus inclus) ne s'élèvent qu'à 20,4 millions d'euros, Il est urgent que les bailleurs de fonds débloquent les fonds promis.

4.2.3 **Gestion du portefeuille et efficacité de la mise en oeuvre:** la FAE devra veiller à la mise en œuvre rapide des projets et au déblocage immédiat des sommes allouées auxdits projets. Cela constitue certainement l'un des défis majeurs à relever pour stimuler la mobilisation des ressources.

4.2.4 **Faibles capacités institutionnelles de la FAE au regard de ses nombreux domaines d'intervention:** la FAE continue à faire face au problème d'insuffisance des ressources humaines nécessaires pour le grand nombre d'interventions cruciales prévues au cours de cette année. Ainsi par exemple, l'encadrement des bénéficiaires dans le montage de projets porteurs, l'évaluation et la supervision des projets requièrent un nombre considérable de personnels qualifiés. La nécessité de recruter un nombre important de personnels est pour le moins évidente, lorsqu'on tient compte de la taille réduite de la plupart des projets et du nombre élevé de bénéficiaires potentiels, ce à quoi il faut ajouter le suivi d'un nombre de plus en plus croissant d'ONG. De même, eu égard au nombre important d'activités d'établissement de partenariats, l'organisation des événements et la gestion logistique constituent une charge administrative assez énorme ; d'où la nécessité d'un personnel administratif supplémentaire. La révision du programme opérationnel ainsi que l'adoption d'une stratégie de dotation en personnel appropriée en vue de mieux définir les besoins en personnel qualifié est une action en cours destinée à résoudre ce problème.

## ANNEXE 1: LISTE DES PROJETS EN COURS D'APPROBATION ET D'EVALUATION

Titre, Origine, Budget du Projet Durée	Objectifs et Composantes du Projet	Bénéfices et Valeur ajoutée escomptés	Partenaires dans la mise en oeuvre	Etat du Projet
<b>Projets en cours d'Approbation</b>				
1. Renforcement de la base de données de l'eau, des informations et des connaissances inhérentes aux ressources en eau du Bassin du Congo. 450.000 EURO, 12 mois	Renforcer la base de données, les informations et les connaissances inhérentes au Bassin du Congo en entreprenant l'évaluation socio-économique, de la biodiversité et des ressources aquatiques, ainsi que de la place réservée aux femmes	Disponibilité des données et des informations relatives à la planification et à la mise en valeur des ressources en eau.	FAE, CICOS, pays du Bassin (Cameroun, RCA, République du Congo, République démocratique du Congo, Angola, Burundi, Tanzanie, Rwanda, Zambie)	En cours d'évaluation.
2. Récupération de l'eau de pluie à travers le captage par le toit en Ouganda .Projet soumis par Network for Water and Sanitation, Ouganda (NETWAS-U). 460.000 EURO	Renforcer la capacité de la communauté à installer des systèmes de récupération de l'eau et à les gérer en mettant en œuvre des plans de récupération de l'eau de pluie dans trois districts de chaque région et en exécutant des programme de formation sur la gestion de la récupération de l'eau de pluie.	Amélioration de l'accès à l'eau dans 9 districts et perfectionnement de la gestion de la récupération de l'eau de pluie.	FAE, NETWAS-U, Bureau national de la BAD, DWD	En cours de traitement pour approbation.
3. Niger (PANGIRE)-Plan d'action GIRE pour le Niger. Soumis par le Ministère de l'eau, de l'environnement et de l'anti-désertification 661,000 EURO, 16 mois	Développer le Plan d'action national de la Gire pour la mise en oeuvre efficace du programme de gestion intégrée des ressources en eau et d'investissement associé au Niger en mettant en place le cadre GIRE, la réforme du secteur, les plans de développement, le financement du S&E de la GIRE et des systèmes d'information sur l'eau.	Un Plan d'action de GIRE prepare pour le développement sur le long terme et pour des investissements dans le secteur de l'eau.	FAE, PANGIRE, Ministère de l'eau, de l'environnement et de l'anti-désertification	En cours d'approbation
4. Elaboration d'un cadre de planification pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les zones rurales du Lesotho. Projet soumis par le Département de l'Hydraulique rurale. 400 000 EURO, 6 mois	Accélérer la croissance des taux de couverture grâce à une meilleure connaissance des paramètres de l'offre et de la demande et une meilleure gestion des installations existantes. Etablir la base de données géoréférencées des conditions d'accès de la communauté à l'eau et à l'assainissement ; calculer les coûts unitaires et élaborer les modèles d'estimation des coûts ; renforcer les capacités des utilisateurs et établir des plans d'investissement.	Les organismes sectoriels ont la capacité de gérer les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement en se fondant sur les besoins ainsi que les coûts d'entretien et d'expansion.	FAE, Département de l'Hydraulique rurale.	En cours de traitement pour approbation.
5. Plan d'action stratégique du Bassin du Congo soumis par CICOS. 1 990 000 EURO, 18 mois	Elaborer un plan d'action stratégique global pour le Bassin du Congo à titre de participation à la Conférence internationale des donateurs sur le Congo à travers l'établissement d'un plan d'action stratégique et l'organisation de la Conférence.	Etablissement de la base de la coopération régionale et de la mise en valeur des ressources en eau	FAE, CICOS, pays du Bassin du Congo	En cours d'évaluation.

6. Accès durable à l'eau dans trois districts ruraux au Mozambique, soumis par l'ONG ESSOR. 1 100 000 EURO, 24 mois	Appuyer l'accès durable aux Services d'alimentation en eau et d'assainissement et renforcer les pratiques d'hygiène dans trois districts du Mozambique en formant les communautés et les ONG sur WASH et les plans des services d'alimentation en eau et d'assainissement.	Capacité de la communauté et d'une ONG locale à mettre en œuvre et à consolider les programmes des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et à rendre ces services accessibles à 24.000 habitants.	FAE, ONG ESSOR, 4 collectivités locales du Mozambique	En cours de traitement pour approbation.
7. Formulation du plan d'utilisation des sols et de la GIRE pour la Mauritanie. Soumis par le gouvernement de Mauritanie. . 500,000 EURO, 24 mois	Formuler le plan d'utilisation des sols et de la GIRE pour la Mauritanie, à travers le développement le cadre de la GIRE et d'utilisation des sols, la réforme et les stratégies foncières et pour l'eau, le renforcement des capacités pour le S&E	Améliorer la gouvernance de l'eau pour renforcer le développement et l'investissement dans le secteur de l'eau	FAE, Gouvernement de la Mauritanie, PNUD, Commission UE	En cours de traitement pour approbation
8. Gestion intégrée des Bassins hydrographiques des rivières Kiboun et Tende. Projet soumis par le Gouvernement du Kenya. 2 millions d'EURO, 24 mois	Améliorer la productivité et la viabilité des systèmes d'utilisation des terres et de conservation de l'eau au Kenya, en utilisant une technologie appropriée.	Introduction des techniques de gestion intégrée des bassins hydrographiques en milieu communautaire.	FAE, BAD, Government of Kenya	En cours de traitement pour approbation.
9. Appui à l'élaboration de la politique et de la stratégie de financement du secteur de l'eau. Projet soumis par le Gouvernement de la République du Congo (Brazzaville). 1 200 000 EURO, 16 mois	Définir des politiques et stratégies sectorielles en matière d'eau et d'assainissement; faire un diagnostic institutionnel et technique du secteur; établir le plan d'action permettant d'atteindre les ODM en matière d'eau et d'assainissement et préparer le travail prioritaire.	Amélioration du cadre institutionnel et technique du secteur qui se traduit par le financement des projets prioritaires.	FAE, Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique	En cours de traitement pour approbation.
10. Charte sur l'Eau à l'intention du Bassin du Lac Tchad. Projet soumis par la CBLT. 715 000 EURO, 21 mois	Aider la CBLT à élaborer une Charte sur les eaux du Lac Tchad et la faire signer par tous les Etats riverains afin qu'elle devienne un instrument juridique et politique leur permettant d'effectuer efficacement le partage des eaux, des investissements communs et la gestion environnementale.	Répartition équitable et prévisible des ressources en eau entre les pays et les secteurs afin de faciliter la mise en valeur des ressources en eau et le développement du secteur de l'eau.	FAE, NEPAD, Etats membres de la CBLT (RCA, Cameroun, Nigeria et Niger, Soudan)	En cours de traitement pour approbation.
11. Etude relative à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement de 16 districts de la RCA. Projet soumis par le Gouvernement de la République Centrafricaine. 1 600 000 EURO, 16 mois	Préparation des études de faisabilité, des plans de travail préliminaires et détaillés en vue de la fourniture de services d'alimentation en eau et d'assainissement, notamment la réutilisation des eaux ménagères et la collecte des eaux de pluie, ainsi que l'organisation d'une mini table ronde des donateurs.	La disponibilité du programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement permet d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour 525.000 habitants et de mobiliser les ressources.	FAE, Gouvernement de la République de Centrafrique	En cours de traitement pour approbation.

### Projets en cours d'Evaluation

1. Observatoire environnemental et des eaux du lac Tchad. Soumis par la Commission du bassin du lac	Renforcer la capacité de la Commission du bassin du lac Tchad pour collecter, analyser et fournir les informations mise à jour et pertinente de façon durable	Un système de géo information fonctionnel disponible pour les pays membres du Lac Tchad afin de servir	FAE, LCBC, pays du Bassin countries (RAC, Cameroun, Nigeria, Niger et Soudan)	En cours d'évaluation
---	---	--	---	-----------------------

Tchad 500,000 EURO, 19 mois	et économique en établissant un observatoire de l'eau et de l'environnement basé sur des données issues de l'observation terrestre en utilisant l'initiative TIGER.	de base à la coopération et de développement.		
2. Systèmes de pompage à énergie solaire destiné à l'agriculture au Burkina Faso. Projet soumis par l'Association Jeunesse Espoir pour la Promotion Agropastorale au Burkina (A.J.E.P.AP/B). 150.000 EURO.	Projet pilote destiné à la production agricole utilisant des systèmes de pompage à énergie solaire dans la zone sub-sahélienne du Burkina Faso.	Accès à l'eau destinée à l'agriculture en utilisant des pompes solaires; ce mode de pompage est nouveau dans la région.	FAE, Association Jeunesse Espoir pour la Promotion Agropastorale au Burkina	En cours d'évaluation.
3. Installation de pompes solaires et à éolienne dans le cadre de projets communautaires d'adduction d'eau en Ethiopie. Projet soumis par le Ministère des Ressources en Eau de l'Ethiopie. 2 millions d'EURO, 24 mois	Améliorer l'accès à l'eau en recourant à des technologies innovatrices, en forant des puits et en y installant des pompes solaires ou à éolienne appropriées et en faisant connaître les pompes solaires et à éolienne.	Introduction de technologies innovatrices afin d'accélérer les efforts visant à atteindre les ODM.	FAE, Ministère des Ressources en Eau et des Communautés locales	En cours d'évaluation. Un expert vient juste d'être recruté
4. Technologies innovatrices destinées au Projet intégré et peu onéreux pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement des communautés pauvres du Ghana. Soumis par New Energy. 300.000 EURO, 24 mois	Permettre aux communautés pauvres d'avoir accès à l'eau et à l'assainissement en créant des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en promouvant les pratiques d'hygiène et d'assainissement et en renforçant les capacités en matière de mise en œuvre et de gestion des services d'alimentation en eau et d'assainissement.	Amélioration de l'accès aux structures essentielles d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Mise en œuvre de technologies innovatrices fondées sur la pasteurisation solaire et l'assainissement écologique.	FAE, New Energy	En cours d'évaluation.
5. Gestion innovatrice efficace de l'approvisionnement en eau des populations pauvres des zones urbaines du Ghana: Partenariat Secteur public/Secteur privé/ONG. Projet soumis par Training Research and Networking for Development Group (TREND). 1 100 000 EURO, 36 mois	Renforcer les politiques et les stratégies mises en œuvre à tous les niveaux dans le secteur de l'eau en faveur des populations pauvres des zones urbaines dans le cadre de l'exécution effective du Programme Partenariat Technologie(PPT) et de l'établissement de modèles pour les zones périurbaines et les petites villes, à travers le renforcement des capacités des organismes et partenaires nationaux et locaux, y compris le secteur privé local et les ONG, afin de planifier et d'exécuter efficacement des programmes de gestion PPP/TTP et d'établir un cadre d'apprentissage sectoriel et de partage des connaissances.	Amélioration de l'accès aux structures essentielles d'approvisionnement en eau et d'assainissement et expérimentation d'un partenariat impliquant le secteur privé et les ONG.	FAE, TREND	En cours d'évaluation.
6. Plan directeur d'assainissement d' Arusha, Tanzanie. 400 000 EURO	Elaborer un plan d'assainissement stratégique en vue d'un investissement global et cohérent en matière d'assainissement.	Les investissements destinés à l'assainissement et à la gestion environnementale en zone urbaine	Conseil municipal d' Arusha	En cours d'évaluation

		tiendront compte des véritables besoins des habitants de la municipalité.		
7. Plan d'aménagement hydraulique des Seychelles 2005-2025. Projet soumis par la Société de services publics. 500.000 EURO	Elaborer un Plan d'aménagement des eaux valable jusqu'en 2025 en mettant l'accent sur l'augmentation des sources d'approvisionnement, la réduction des besoins en eau et de la réutilisation de l'eau.	Satisfaire la demande en eau de tous les consommateurs; élaborer des plans globaux d'investissement dans le secteur de l'eau qui suscitent une mobilisation de fonds.	FAE, Société de services publics, Division de distribution d'eau et d'égouts	En cours d'évaluation.
8. Mise en place de services d'alimentation en eau et d'assainissement pour les communautés rurales des districts de Kongwa et de Chamwino, Région de Dodoma, Tanzanie. Projet soumis par l'ONG Ufudiko. 350 000 EURO	Contribuer à l'amélioration de l'accès aux services d'alimentation en eau et d'assainissement à travers la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'élaboration de plans d'alimentation en eau et d'assainissement.	Amélioration de l'accès aux systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et renforcement des capacités des communautés.	FAE, Association internationale de volontaires non professionnels, ONG Ufudiko, Maji ne Maendeleo Dodoma	En cours d'évaluation.
9. Appui à la réforme du secteur de l'eau au Libéria. Projet soumis par le Gouvernement du Libéria. 2 000 000 EURO	Mettre en œuvre un programme de réforme du secteur de l'eau à travers l'élaboration de politiques, de stratégies et de mesures législatives et réglementaires approuvées par le gouvernement.	Réforme et restructuration du secteur de l'eau en vue d'examiner de manière globale la mise en valeur rationnelle et durable des ressources en eau du pays. L'instauration d'un climat propice à l'afflux des investissements dans le secteur.	Ministère des Domaines, des Mines et de l'Energie.	En cours d'évaluation